

Nous publions les « bonnes feuilles » du livre qu'a fait paraître Denis Horman, *Leurs profits...Nos vies, Pour une réduction collective et radicale du temps de travail* (Ed. Couleur Livres, 2021, 143 pages).

Dans cet ouvrage et dans ces pages, Denis Horman revient sur les rouages de l'exploitation et du surtravail, en soulignant combien il est absurde de travailler autant pour le seul intérêt du profit et de l'accumulation du capital. Fort de cette analyse précise, l'auteur interpelle les organisations du mouvement social pour qu'elle revienne à cette revendication élémentaire et salutaire: une réduction drastique du temps de travail pour que nos vies vailent enfin plus que leurs profits.



Au commencement de la richesse, il y a l'extorsion de la plus-value, le vol du temps de travail forcé, non payé. Ce vol se perpétue, prenant l'ampleur d'un braquage mondial. Sherlock-Marx, assisté de Watson-Engels, a consacré la plus grande partie de sa vie à élucider ce vol.

Parmi les marchandises, il en est une très particulière : la force de travail. C'est une marchandise, comme d'autres, achetée et vendue sur le "marché du travail". Mais, c'est

aussi une marchandise qui dispose d'une propriété remarquable : elle a cette vertu fabuleuse, qu'en se consommant, elle crée de la valeur. Elle fonctionne plus longtemps que le temps nécessaire à sa propre reconstitution.

La force de travail doit être entretenue et reproduite par la satisfaction de besoins plus ou moins élémentaires, sans quoi elle s'éteindrait, au grand dam du capital. Le salaire va donc permettre aux salarié.e.s d'acheter des marchandises qui vont couvrir une certaine quantité de besoins, à la fois physiologiques et sociaux.

C'est ici que le tandem Marx-Engels déchire le voile sur l'exploitation, en donnant un coup de projecteur sur les deux temps de la journée de travail.

Le salaire équivaut au temps de travail nécessaire pour la "reproduction de la force de travail", soit plus ou moins une demi-journée. C'est toujours le cas aujourd'hui.

Le deuxième temps s'ouvre sur le "surtravail" imposé et la création de la plus-value, extorquée aux salarié.e.s par les détenteurs des grands moyens de production.

Cette plus-value n'est, en dernière instance, que du temps de travail volé à celles et ceux qui sont obligés, pour vivre, de vendre leur force de travail, manuelle et/ou intellectuelle. Tel est au fond le secret du profit et la base du capitalisme comme mode d'organisation sociale.

On comprend dès lors combien l'idée du "juste prix" d'une journée normale de travail est une baliverne : le salaire est le prix de la force de travail, pas celui du travail effectué.

On devine également ce que cache cette rengaine que nous bassinent le patronat et ses acolytes sur le "coût du travail". Cette supercherie camoufle à dessein le fait que ce sont les travailleurs et les travailleuses qui ramènent quotidiennement aux employeurs bien plus de valeur qu'ils et elles n'en perçoivent en salaires.

Cela nous invite à revenir sur le fond de l'affaire : la loi inexorable de la reproduction du capital. Si le profit est bien au cœur du processus d'ensemble de la production capitaliste, la plus-value n'est encore que du profit en puissance. Encore faut-il qu'elle se réalise à travers la vente des marchandises produites par les salarié.e.s.

C'est ainsi que, pour le capitalisme, tout peut (et doit) devenir marchandise, ou le redevenir. Des marchandises destinées uniquement à une demande solvable. Le "bien commun", la "gratuité", cela ne fait pas partie du *Core business* du Capital !

La transmutation de la plus-value en profit, via la vente des marchandises, saisit alors les entreprises d'une grosse fringale productiviste : produire pour produire, vendre pour vendre, pousser à la consommation, à la surconsommation, dopée par la publicité payée cash par le consommateur.

Cette course au profit est contagieuse. Sur les marchés, s'affrontent, dans une concurrence à couteaux tirés, les différents groupes privés, détenteurs des grands moyens de production et d'échange. L'impératif du profit maximum pousse alors chaque propriétaire, chaque groupe capitaliste à accaparer la part la plus grande du marché.

Alors, s'enclenche l'inéluctable engrenage : la surproduction, la suraccumulation de marchandises qui ne trouvent plus d'acquéreurs solvables. Et c'est la "crise", la récession, le ralentissement de la vie économique, la destruction violente d'une masse de forces

productives, avec ses déflagrations : les licenciements, les fermetures d'entreprises, l'accroissement du chômage... !

Cette surproduction n'a rien à voir avec une saturation des besoins sociaux, lesquels restent largement insatisfaits, surtout dans les pays dits "sous-développés". Elle n'a à faire qu'avec les besoins solvables. Surproduction, accumulation de marchandises non vendues..., s'enclenche alors une baisse du taux de profit.

Tous les capitalistes sonnent le tocsin, car le profit, c'est le carburant de leur mode de production, et surtout la corne d'abondance pour les gros actionnaires, propriétaires des grandes entreprises.

Depuis le temps, en fait depuis la création de leur système, les capitalistes savent que la meilleure recette pour sauvegarder et augmenter leurs profits, c'est encore, *in fine*, la hausse du taux d'exploitation.

Les ingrédients de la recette, les salarié.e.s les ont tant et tant de fois dégustés !

Sans remonter bien loin, fin des années 1970 et début des années 1980, rongé de l'intérieur par une nouvelle crise économique, le système capitaliste déclenche une offensive généralisée : Capital contre Travail !

C'est ainsi que les profits ont repris assez vite de belles couleurs – pas les investissements – et les actionnaires des multinationales n'allaient pas tarder à puiser à nouveau et largement dans cette manne. Une manne qui ne tombe pas du ciel, alimentée qu'elle est par la surexploitation de la force de travail.

Et où sont donc passés ces millions et milliards de dividende encaissés par les actionnaires des multinationales ? Comme d'habitude, dans un train de vie arrogant et scandaleux ! D'autant plus scandaleux que, faut-il encore le rappeler, ces fortunes proviennent du "surtravail", de la plus-value dont la plus grande part est accaparée par ces rentiers.

Ils ont également planqué, dans les paradis fiscaux, une partie appréciable de leur fortune, et cela pour échapper au fisc, ils n'ont pas hésité à faire des placements bancaires douteux, s'adonnant à des opérations financières largement spéculatives sur les marchés d'actions.

A propos des "boursicoteurs", Marx parlait déjà de "capital fictif". Celui-ci donne l'impression de pouvoir s'auto-valoriser en dehors de la production de valeurs réelles dans le processus de production. Mais, l'élastique se tend tellement qu'il finit par casser. Alors, quoi d'étonnant à ce que, comme en 2008, la bulle financière ait éclaté, en provoquant de multiples déflagrations.

On se souviendra aussi que ce sont les gouvernements, les autorités publiques qui, avec l'argent de la collectivité, portèrent secours à ce monde de la finance pour colmater ses opérations irresponsables, payées cash par l'immense majorité de la population et le gonflement de la dette publique.

C'est depuis le début des années 1980 que sévit une brutale offensive du capitalisme néolibéral : il s'agit, pour lui, de sauvegarder à tout prix son système, avec le concours des appareils d'Etat et des gouvernements.

Ce système ne peut camoufler le véritable "coût" du capital : coût économique irrationnel, avec la destruction périodique de moyens de production ; coût du capital fictif, avec l'éclate-

ment de bulles financières et les milliards d'euros qui partent en fumée ; coût social et humain désastreux ; coût écologique, faisant passer le profit avant la protection de la nature et la préservation de la vie.

Suite à la crise économique et financière de 2008, sous l'instigation du patronat et la collaboration active des gouvernements, les mesures antisociales se sont multipliées : sauts d'index, gel des salaires, flexibilisation et intensification du travail, augmentation des cadences, "gestion par le stress" chasse aux temps morts, diminution de personnel, ainsi que l'allongement du temps de travail, le recul de l'âge de la pension...

Un des objectifs principaux poursuivi à travers ces mesures antisociales est d'allonger la partie du temps de travail non payé, le temps de travail "extra" pour augmenter le taux d'exploitation, et la plus-value empochée par les actionnaires, propriétaires des entreprises.

Décrivant les conditions d'exploitation de la classe ouvrière – en particulier les horaires de travail inhumains –, Marx et Engels avaient déjà compris que c'est bien d'un "crime" qu'il s'agit : "un crime tout pareil à celui commis par un individu, si ce n'est qu'il est ici plus dissimulé, plus perfide". Les victimes, c'est-à-dire les salarié.e.s, si elles n'en meurent pas – mais parfois cela arrive ! –, en portent toutefois de graves séquelles : conditions de travail insupportables, dépressions, burn-out, maladies professionnelles, accidents de travail, suicides...

Avec cette amère sensation de "perdre sa vie à la gagner".

"Les hommes, les femmes, les enfants du Prolétariat gravissent péniblement depuis un siècle le dur calvaire de la douleur : depuis un siècle, le travail forcé brise leurs os, meurtrit leurs chairs, tenaille leurs nerfs (...). Et si la classe ouvrière se levait dans sa force terrible (...) pour forger une loi d'airain, défendant à tout homme de travailler plus de trois heures par jour, la Terre, la vieille Terre, frémissant d'allégresse, sentirait bondir en elle un nouvel univers."

Voilà ce qu'écrivait, en 1880, Paul Lafargue, beau-fils de Marx, dans son pamphlet, *Le droit à la paresse*.

Onze ans plus tard, Emile Zola publiait *L'Argent*. Il faut croire qu'il avait lu *Le Capital* de Marx, pour avoir fait dire à un des personnages de son livre :

"Tenez, j'ai aussi indiqué là, par des calculs approximatifs, à combien d'heures la journée de travail pourra être réduite dans vingt ans. Grâce au nombre de bras nouveaux, grâce surtout aux machines, on ne travaillera que quatre heures, trois peut-être, et que de temps on aura pour jouir de la vie..."

Dans la *Lettre à mes petits-enfants*, publiée en 1930, J-M Keynes, qui était loin d'être un économiste marxiste, préconisait, "dans les pays de progrès", pour éviter "le chômage technologique", la réduction de la journée de travail à 3 heures et les 15 heures par semaine.

Actualisant ces messages, pourquoi n'oserions-nous pas prétendre que, dans nos sociétés

hautement développées techniquement, deux heures par jour suffiraient sans doute amplement à produire les biens et les services dont nous avons réellement besoin, dans des conditions plus dignes et plus conformes à la nature humaine ?

C'est l'organisation capitaliste de nos sociétés qui dresse les obstacles à cet objectif. Le leitmotiv du patronat, des détenteurs des moyens de production est bien connu : produire, produire, produire pour engranger le maximum de bénéfices et damer le pion à la concurrence. Pousser à la consommation, à la surconsommation pour accomplir la transmutation de la plus-value en profit à travers la vente des produits!

Cette nécessité obsédante du productivisme est relayée par le pouvoir politique et en arrive à contaminer nos organisations syndicales.

Cette croissance économique tente de camoufler le profit, son moteur. Elle va jusqu'à embarquer les salarié.e.s dans des productions inutiles et/ou superflues, nuisibles, mettant des ingénieurs à contribution pour programmer l'obsolescence des produits. Cette croissance, en mode capitaliste, génère du gaspillage, des besoins consuméristes factices, de la surproduction, des conditions de travail insupportables, et des dégâts environnementaux irréparables.

Et malgré cela, la rengaine du patronat et des "experts" économiques sur la croissance et la compétitivité continue à semer l'illusion sur l'impératif productiviste, y compris dans les rangs syndicaux : l'emploi et les salaires s'amélioreraient si l'accumulation capitaliste était relancée!

Sur le terrain, dans les secteurs industriels, dans les services, nombre de travailleurs.euses, de délégué.e.s du mouvement syndical se rendent compte de cette supercherie : les gains de productivité et l'augmentation de l'intensité du travail, avec les dégâts humains et les séquelles que cela entraîne, se traduisent par davantage de précarité, de pertes d'emploi au lieu de servir à réduire le temps de travail contraint !

Alors qu'ils devraient aboutir à une réduction substantielle du temps de travail, le progrès technique et les nouvelles technologies servent à augmenter la plus-value. Dans le cadre du mode de production capitaliste, l'entreprise n'est pas là pour créer de l'emploi, ni favoriser une augmentation des salaires, mais pour exploiter, tant qu'elle le peut, la main d'œuvre, la force de travail.

Et, probablement, n'est-ce pas le plus révoltant de constater que la "souffrance au travail" et le "surtravail" - temps de travail forcé non payé - servent à alimenter et booster la fortune d'une infime couche de privilégiés, de rentiers.

Dans nos sociétés, hautement développées techniquement, on pourrait, sans attendre, procéder à une réduction collective et radicale du temps de travail, avec embauche compensatoire, tout en garantissant la satisfaction des besoins authentiques : l'eau, la nourriture, les vêtements, le logement, ainsi que les services essentiels, la santé, l'éducation, la culture, le transport... Ce qui est l'aspect qualitatif de la croissance.

La réduction collective et radicale du temps de travail, accompagnée d'une réduction des cadences et du rythme de travail, s'impose comme une nécessité pour en finir avec la "souffrance au travail" et cette sensation insupportable de "perdre sa vie à la gagner".

L'allongement du "temps libre" est là aussi pour ouvrir la porte au "règne de la liberté". Cet allongement du "temps libre" est une condition essentielle pour se donner le temps et les

moyens de débattre, de décider collectivement des choix qui touchent à nos conditions de travail, et, plus largement, à nos conditions d'existence pour un "mieux être".

Comme nous l'avons mentionné, la réduction collective et radicale du temps de travail, telle que nous l'entendons, est inscrite depuis des années dans les résolutions de plusieurs organisations du mouvement syndical et associatif, ainsi que dans les programmes de la gauche anticapitaliste.

Et pourtant, comme l'a souligné un permanent syndical, ce combat a perdu de sa vigueur depuis une trentaine d'années. C'est l'un des reculs idéologiques de la gauche depuis la contre-offensive libérale des années 1980. Certes, entre-temps, quelques conventions sectorielles ont bien acté une diminution du temps de travail jusqu'à 36 et même 35 heures. On en est toujours cependant à la loi sur les 38 heures par semaine, votée en 2001.

Et encore, cette balise est balayée. En février 2017, le gouvernement fédéral Michel faisait voter le projet de loi "Peeters", le ministre de l'Emploi et du Travail. Une loi sur "le travail faisable et maniable" ; en d'autres termes, travailler plus, plus longtemps, de manière plus flexible, dans des contrats de précarité accrue. Une loi qui, en ce qui concerne l'organisation du travail, nous ramène près d'un demi-siècle en arrière.

Faire reculer le gouvernement aurait nécessité, à coup sûr, l'organisation d'une mobilisation et d'une lutte interprofessionnelle. Elle n'a pas eu lieu!

Affaiblis par quarante années d'offensive néolibérale, les syndicats se cramponnent à l'illusion productiviste qui est depuis longtemps majoritaire dans leurs rangs.

La réduction collective et radicale du temps de travail implique la rupture avec ce "modèle" productiviste capitaliste qui ne fait qu'aggraver les conditions de travail et d'existence.

Elle est au cœur de l'affrontement entre Travail et Capital : elle est l'enjeu premier de la lutte des classes. L'enjeu d'une lutte où les travailleur.euse.s s'efforcent d'augmenter leur part dans le partage entre travail nécessaire et surtravail, entre le salaire et la plus-value, tandis que les employeurs, inversement, en intensifiant le travail, en allongeant sa durée, s'efforcent du contraire.

L'impression qu'une vraie réduction collective du temps de travail nécessiterait un rapport de force très musclé, aujourd'hui hors de portée, nourrit un sentiment d'impuissance au sein du mouvement syndical.

Depuis une trentaine d'années, la réduction du temps de travail s'est faite, de manière ciblée, sous la forme principalement du temps partiel, et de manière radicale, avec le chômage.

Ces dernières décennies, les plans de licenciements, de fermeture, y compris d'entreprises performantes, à l'instar de Caterpillar Gosselies, ont suscité des mouvements purement défensifs, s'orientant très vite vers des mesures sociales pour limiter "la casse". Des plans sociaux supportés largement par la collectivité, notamment via la sécurité sociale.

Les grandes manifestations syndicales contre les mesures gouvernementales antisociales ont, dans la plupart des cas, abouti à des lendemains qui déchantent. Et de surcroît, le chômage de masse incite le patronat à instrumentaliser "l'armée de réserve industrielle" pour tempérer, voire neutraliser toute revendication, salariale ou portant sur les conditions de travail : "Si vous n'êtes pas contents, il y en a des centaines qui attendent..." !

Sous les coups de boutoir du capital et sa "stratégie de choc", les directions syndicales persistent à s'engouffrer encore dans l'impasse de la concertation sociale, au lieu d'organiser la contestation sociale.

Les combats continuent, ici ou là, sans pouvoir décrocher de victoires significatives à cause de leur dispersion.

La réduction radicale et collective du temps de travail crée les conditions d'une alliance entre les salarié.e.s de tous les secteurs, du privé et du public, soumis fondamentalement à la même surexploitation de la force de travail et, d'une manière ou d'une autre, au stress, à la pénibilité, à la dégradation des conditions de travail...

Bien évidemment, cette alliance doit regrouper les milliers de personnes sans emploi. Ce type d'alliance plaide pour l'unité dans la lutte entre le mouvement syndical, les mouvements sociaux et les partis politiques de gauche.

Ensemble, et il y a urgence, il est donc essentiel de trouver les moyens les plus efficaces pour reprendre le combat, y compris idéologique, pour la réduction collective et radicale du temps de travail, pour la répartition et le partage du travail nécessaire, sans perte de salaire ni augmentation des rythmes de travail.

*

Photographie : Courbet, « Le hamac » (également appelée « Le rêve »).